

**DEPARTEMENT DE  
LA HAUTE-SAVOIE**

**REPUBLIQUE FRANÇAISE**

**ARRONDISSEMENT DE  
ST-JULIEN-EN-GENEVOIS**

**COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION ANNEMASSE  
LES VOIRONS – AGGLOMERATION**

**SIEGE : 11, AVENUE EMILE ZOLA - 74100 ANNEMASSE**

**OBJET :**

**DECISION DU PRESIDENT**

**RÉSILIATION DU  
MARCHÉ°2019013L04 DE  
TRAVAUX DE  
RÉHABILITATION D'UN  
ÉDIFICE INDUSTRIEL EN  
PÔLE DES SOLIDARITÉS –  
LOT N°4 COUVERTURE -  
BARDAGE**

**D\_2020\_0218**

Vu la délibération du conseil communautaire du 05 juin 2019 n°C-2019-0061 mettant à jour la délégation de pouvoirs du conseil au profit du bureau et du président, et notamment le paragraphe P-15 de son annexe ;

A l'issue d'une procédure adaptée et par décision du président n°D-2019-0055, les marchés de travaux de réhabilitation d'un édifice industriel en Pôle des Solidarités ont été attribués (18 lots). Le lot n°4 relatif aux travaux de couverture de de bardage a été notifié le 01/04/2019 à la société FARIZON pour un montant de 128 525,00 € HT.

Tout au long de l'exécution des travaux, des manquements réguliers de l'entreprise ont été constatés par courriers du maître d'œuvre et du maître d'ouvrage et dans les comptes rendus de réunions de chantier : moyens sur site insuffisants pour répondre aux conditions du marché, absence aux réunions de chantier, retard dans l'exécution des travaux.

Ainsi l'état d'acompte pour les travaux réalisés à fin janvier 2020 faisait état de 8 700 € de pénalités.

L'entreprise, qui a dans un premier temps repris ses interventions dans des conditions améliorées mais encore non optimales en février et début mars, ne répond plus à aucune des sollicitations du maître d'ouvrage ni du maître d'œuvre depuis la reprise du chantier au mois de mai à l'issue de la suspension des travaux pour cause de crise Covid-19.

Le Président de la société FARIZON a fait savoir au maître d'ouvrage par voie orale qu'il ne pouvait pas honorer ses engagements et renonçait à l'exécution du marché. Il a alors signalé qu'il adresserait à Annemasse Agglo un courrier officiel rédigé par son conseil juridique toutefois après plusieurs semaines d'attentes et malgré les nombreuses tentatives de contact avec l'entreprise, ce document n'est jamais parvenu au maître d'ouvrage.

La société FARIZON a été convoquée à un constat d'huissier qui s'est déroulé le 25 juin 2020, visant à établir la consistance des travaux réalisés à ce jour, à constater l'absence de mise hors d'eau et de mise en sécurité du chantier et à prendre acte de l'abandon du chantier par le titulaire. Ce constat s'est déroulé en l'absence de représentant de l'entreprise.

Au regard de l'avancement des travaux de couverture et de bardage et notamment de l'absence de mise hors d'eau, la pérennité du bâtiment et des travaux réalisés par les autres corps d'état se trouve aujourd'hui mise en cause. La période estivale qui commence, propice aux orages, nécessite une mise en sécurité rapide du bâtiment.

Compte-tenu de l'ensemble de ses éléments, il convient de procéder à la résiliation du marché n°2019013L04 de travaux de réhabilitation d'un édifice industriel en Pôle des Solidarités – Lot n°4 Couverture – Bardage, pour faute et aux frais et risques de l'entreprise FARIZON, en application des dispositions des articles 46.3.1 g et 48 du CCAG-Travaux auxquels se réfère l'article 13 du cahier des clauses administratives particulières du marché.

Le Président DÉCIDE :

DE PRONONCER la résiliation du marché n°2019013L04 de travaux de réhabilitation d'un édifice industriel en Pôle des Solidarités – Lot n°4 Couverture – Bardage, pour faute et aux frais et risques de l'entreprise FARIZON, en application des dispositions des articles 46.3.1 g et 48 du CCAG-Travaux auxquels se réfère l'article 13 du cahier des clauses administratives particulières du marché ;

D'ENGAGER toutes les mesures nécessaires afin de conclure dans les meilleurs délais un premier marché de substitution afin procéder à la mise hors d'eau et à la mise en sécurité du bâtiment et de préserver la pérennité du bâtiment et des travaux déjà réalisés.

*La présente décision peut faire l'objet d'un recours gracieux devant Monsieur le Président d'Annemasse Agglo dans le délai de deux mois à compter de son affichage ou de sa notification. Un recours contentieux peut également être introduit devant le Tribunal administratif de Grenoble dans le délai de deux mois à compter de la notification de la décision ou de sa date d'affichage, ou à compter de la réponse d'Annemasse Agglo, si un recours gracieux a été préalablement déposé.*